

CONFERENCE INFOS

Mouvements de la société civile mondiale Dynamique des campagnes internationales et de la mise en œuvre nationale

Rapport du Colloque international organisé par l'UNRISD
à l'occasion du Forum social mondial
22–23 janvier 2007, Nairobi, Kenya

Ce document est la traduction en français de la publication de l'UNRISD *Global Civil Society Movements: Dynamics in International Campaigns and National Implementation* (Conference News, UNRISD/CN20/08/1, September 2008). La version française n'est pas une publication formelle de l'UNRISD.

Table des matières

Introduction

Réunion publique

Séance d'ouverture

Mouvements sociaux mondiaux: enjeux et tendances

Mouvements sociaux transnationaux et ramifications au niveau national

Atelier de recherche

Conclusion

Participants

Programme et publications

Introduction

Depuis les années 1970, l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) insiste dans ses travaux sur l'importance, d'un point de vue tant normatif que pratique, de la participation populaire au développement. Il s'est intéressé à ce qui mobilise des acteurs particuliers tels que les agriculteurs, les ouvriers et les syndicats, ainsi qu'aux mouvements rassemblant les pauvres des villes, les populations autochtones et les femmes. En qualité d'institut de recherche, l'UNRISD a procédé à une analyse critique de la façon dont ces acteurs politiques contribuent à la transformation de la sphère publique mondiale en rompant avec le modèle traditionnel des dialogues entre Etats. Voyant l'importance prise par la société civile, l'UNRISD s'est efforcé de traiter des questions les plus susceptibles d'améliorer le dialogue et la compréhension mutuelle entre l'ONU et la société civile. La légitimité occupe une place centrale à cet égard: pour établir une relation forte, il est indispensable de savoir quels intérêts représente chaque partie.

La légitimité des organisations de la société civile (OSC) fait partie des questions transversales que se pose l'UNRISD dans son récent projet de recherche, *Mouvements de la société civile mondiale: dynamique des campagnes internationales et application au plan national*. Ce projet, entrepris en 2003, a examiné les forces et les faiblesses de certains réseaux et mouvements de la société civile. L'Institut a commandé des études thématiques sur la base sociale de l'activisme et les conséquences des relations Nord-Sud pour les mouvements sociaux. Il a aussi étudié dans ce projet la nature et les structures organisationnelles de cinq campagnes

internationales—sur la dette, pour une régulation du commerce international et de ce qui y fait obstacle, anti-corruption, pour un commerce équitable et pour une taxe sur les transactions monétaires (TTM)—sujets qui ont su mobiliser les militants au niveau mondial. Des études ont été réalisées dans cinq pays—en Argentine, en Bolivie, aux Philippines, au Sénégal et en Turquie—sur les activités menées au niveau national dans le cadre de ces cinq campagnes. L'UNRISD a travaillé dans ces cinq pays avec des instituts de recherche et des universités pour examiner les principaux acteurs nationaux, les formes de contestation et d'institutionnalisation, et le rôle de l'opinion publique et des débats sur le développement dans lesquels s'inscrivent les cinq campagnes internationales.

A l'occasion du Forum social mondial (FSM) de Nairobi (Kenya)¹, l'UNRISD a tenu un colloque international qui a réuni des militants de la société civile, des universitaires et d'autres invités.

Une réunion publique a eu lieu le 22 janvier pour présenter aux participants au Forum les conclusions du projet sur les *mouvements de la société civile mondiale*. Le lendemain, l'UNRISD a organisé un atelier à huis clos qui a rassemblé son personnel chargé de la recherche et les universitaires qui y avaient participé pour leur permettre de discuter des conclusions de la recherche et d'explorer les domaines sur lesquels elle pourrait se pencher à l'avenir.

Le colloque du Forum a été divisé en deux séances. La première a été consacrée à la présentation des conclusions de la recherche sur quatre des cinq campagnes transnationales: sur la dette, pour le commerce équitable, pour une taxe sur les transactions monétaires et pour une régulation du commerce international et de ce qui y fait obstacle.² La séance de l'après-midi a traité de quatre des cinq études nationales, qui ont porté sur les activités nationales de mouvements sociaux liés aux campagnes internationales mentionnées plus haut.³

Réunion publique

Séance d'ouverture

Thandika Mkandawire, Directeur de l'UNRISD, a ouvert le colloque en présentant brièvement l'Institut et sa place dans le système des Nations Unies. Il a souligné que l'UNRISD, qui n'émergeait pas au budget général de l'ONU mais dépendait exclusivement de contributions volontaires, avait l'avantage de jouir d'une grande autonomie dans le système des Nations Unies. L'UNRISD travaille avec un vaste réseau international de chercheurs, dont beaucoup se trouvent dans des pays en développement. Il en retire un double avantage: il a ainsi accès à des idées nouvelles et peut faire entendre des voix du Sud dans les débats internationaux sur le développement social. Après avoir brièvement présenté le programme de recherche de l'Institut, Thandika Mkandawire a expliqué combien l'UNRISD tenait à présenter les

¹ Le Forum social mondial, qui a lieu tous les ans depuis 2001, est organisé par des groupes altermondialistes de la société civile. Il rassemble un grand nombre d'organisations et de personnes représentant la société civile mondiale.

² Les conclusions de l'étude du mouvement anti-corruption n'ont pas été présentées à Nairobi parce que les chercheurs n'ont pas pu participer à la réunion. Cependant, les études nationales, présentées l'après-midi, se sont penchées sur ce mouvement national.

³ Le chercheur chargé de l'étude de cas turque n'a pas pu présenter ses conclusions pendant la réunion publique. Elles l'ont été cependant le lendemain pendant l'atelier à huis clos.

conclusions de ses recherches *sur* les mouvements de la société civile mondiale *aux* membres de la société civile. Par ses recherches sur la société civile et les mouvements sociaux, l'Institut s'est attaché à mieux comprendre les influences, la dynamique et les rôles des mouvements sociaux dans la définition des politiques. La recherche est un outil destiné à aider tant les organisations internationales que la société civile à mieux comprendre leurs contraintes et leurs capacités. Elle espère éclairer les OSC en leur renvoyant un point de vue extérieur sur leurs activités. Dans un contexte où le risque de stagnation n'est jamais exclu, une bonne information devrait être un gage de meilleur fonctionnement.

Kléber Ghimire, coordonnateur du programme de recherche de l'UNRISD sur la Société civile et les mouvements sociaux, a présenté le projet de recherche. Le but du projet, a-t-il expliqué, n'est pas seulement de comprendre pourquoi certains mouvements sociaux ont réussi mais aussi d'étudier la façon dont des trajectoires bien particulières ont abouti certains résultats. De quelles ressources internes les différents mouvements disposaient-ils aux niveaux international et national? Dans quelle mesure leur succès a-t-il dépendu d'alliances nationales et internationales? Il fallait donc étudier la relation entre les réseaux internationaux et le tissu social national. Les différentes études se sont également intéressées à la question de l'institutionnalisation. Les mouvements paraissaient éprouver un besoin croissant d'être reconnus à la fois par les gouvernements et les institutions internationales, ce qui ne laissait pas d'être paradoxal puisque, presque par définition, ils présentent un certain degré de spontanéité. C'est ainsi que s'est posée la question des stratégies politiques et de la manière de procéder avec les institutions de l'Etat. Toutes ses questions dépassent le cadre des recherches et aucun mouvement contemporain ne semble y échapper. Au FSM, par exemple, la question de savoir si le Mouvement pour la justice dans le monde (MJM) devait devenir une organisation non-gouvernementale (ONG) internationale ou garder sa forme actuelle de plateforme au service des échanges et du débat d'idées n'a cessé d'être discutée.

Kléber Ghimire a abordé en conclusion deux questions présentes tout au long des recherches, qui pourraient ouvrir de nouveaux champs d'investigation. La première est celle de la relation entre les mouvements sociaux et les hautes sphères politiques. Bien que ces mouvements soient assez puissants et bien établis auprès du public, rien ne prouve que les décideurs politiques soient prêts à faire droit aux revendications présentées par certains d'entre eux. La seconde est celle des ressources: devenus internationaux, ces mouvements ont connu des pressions financières (du fait par exemple de réunions mondiales et régionales). De plus, comme les cotisations des membres ne représentent pas des revenus importants pour eux, beaucoup de ces mouvements dépendent de subventions du système public ou privé. Ils se démarquent ainsi clairement des mouvements de masse du passé (tels les syndicats) dont les ressources financières proviennent dans une large mesure de leurs adhérents.

Mouvements sociaux mondiaux: Enjeux et tendances

La première séance, présidée par Alejandro Bendaña, a été consacrée à la présentation des rapports concernant quatre des cinq mouvements mondiaux.

Essor et évolution du mouvement mondial sur la dette: Un dialogue Nord-Sud

Katarina Sehm Patomäki

Pendant des décennies, la question de la dette est restée en tête des préoccupations des OSC et des mouvements sociaux à travers le monde, quand elle n'était pas *la* préoccupation par excellence. Si les OSC qui se sont saisies de cette question couvrent un large spectre—allant des réformistes aux radicaux—les mouvements d'inspiration chrétienne sont les plus actifs. Le mouvement rassemblé autour de la dette a réussi à sensibiliser le public à la question, en particulier au Nord. Au Sud, les mouvements (Jubilé Sud par exemple) plaident pour une annulation immédiate et complète de la dette, qu'ils décrivent parfois comme un mécanisme de recolonisation. Au Nord, des mobilisations de masse ont attiré l'attention des gouvernements créanciers et abouti au lancement d'appels dans les médias pour le règlement du problème de la dette "illégitime". Le sommet du G-8 de Birmingham en 1997, où 70 000 personnes sont descendues dans les rues et ont formé une chaîne humaine dans le centre-ville, a donné lieu à une mobilisation particulièrement impressionnante.

Si l'inscription d'une question à l'ordre du jour politique est un indice de réussite, celle du mouvement sur la dette est éclatante. Cependant, bien que les OSC aient sensibilisé le public au problème de la dette, les recherches indiquent que la réduction de la dette a été en réalité modeste. Les chiffres montrent que les pays endettés ont payé, ne serait-ce qu'en intérêts, le montant qu'ils devaient aux institutions financières internationales. Les mouvements reprennent régulièrement cet argument pour montrer que le problème est de nature plus politique qu'économique. Cependant, comme l'a expliqué Katarina Sehm-Patomäki en parlant de ses recherches, rares sont les politologues qui ont écrit sur la dette. Cette lacune de la recherche sur la dette est souvent comblée par des sections de la société civile dont la tâche première est de maintenir un éclairage politique sur le débat. Elle a aussi observé que s'il y avait abondance de recherches sur la dette, il y en avait peu sur l'annulation de la dette.

Le commerce équitable comme mouvement social

Murat Yilmaz

Peut-on considérer le mouvement pour un commerce équitable comme un mouvement social? Selon Murat Yilmaz, les liens de plus en plus étroits entre les organisations du commerce équitable et les grands détaillants ont compliqué la question. Le mouvement actuel pour un commerce équitable est-il comparable à ce qu'il était il y a 10 ou 15 ans? Murat Yilmaz, qui en a étudié l'évolution, en conclut qu'elle l'a mis en contradiction avec lui-même. Comme le mouvement a éveillé l'intérêt du public pour le commerce équitable, la demande de produits issus du commerce équitable a augmenté, ce qui a amené dans une certaine mesure les organisations du commerce équitable à s'adapter en améliorant leur efficacité et leur compétitivité pour accroître leurs ventes. Selon Murat Yilmaz, cette évolution pourrait finalement détourner la pratique du commerce équitable de ses principes fondateurs, qui sont l'autosuffisance et l'autonomie des producteurs. Comme l'ont montré ses recherches, depuis que les produits issus du commerce équitable ont fait leur apparition sur les rayons des grandes chaînes de supermarché, le commerce équitable lui-même a dû s'adapter aux contraintes du marché.

Le mouvement pourrait être amené à transiger avec ses principes fondateurs pour répondre aux demandes croissantes du Nord. Murat Yilmaz a estimé que le commerce

équitable en tant que mouvement social n'atteindrait pas ses objectifs, qui sont essentiellement de développement, et aurait parfois même pour effet de renforcer les mécanismes de dépendance qui existent déjà entre le Nord et le Sud. Il a conclu en disant que les meilleurs principes donnent parfois naissance aux pires pratiques et que malheureusement, l'histoire du développement fourmillait d'exemples semblables.

Le mouvement pour un changement des règles du commerce international et de ce qui y fait obstacle

Manuel Mejido

En présentant ses recherches en cours, Manuel Mejido a surtout parlé de certaines questions conceptuelles qui se sont posées dans ses travaux. Il a présenté une typologie des différents mouvements, qu'il classe en quatre catégories, conçues par rapport au mouvement qu'il a étudié.

- **Les organisations non gouvernementales (ONG):** elles sont assez formelles et ont, en moyenne, plus de ressources (financières, organisationnelles, personnel professionnel) que d'autres types de mouvements. Les problèmes qui se posent dans cette catégorie sont:
 - Les tensions dans les alliances avec des organisations gouvernementales;
 - L'instrumentalisation des ONG par les gouvernements; et
 - L'instrumentalisation des mouvements sociaux de base par les ONG.
- **Les mouvements sociaux:** ils sont plus spontanés que les ONG. Ils sont moins organisés et la mobilisation qu'ils suscitent a tendance à être plus générale: la façon dont ils font campagne et exercent des pressions n'est pas rationalisée, ce qui pose un problème de méthodologie aux chercheurs qui souhaitent étudier les mouvements sociaux et leur impact. Leurs relations avec les gouvernements et les acteurs étatiques sont beaucoup plus complexes que celles des ONG parce que, dans bien des cas, ils expriment un désir de se distancer de la démocratie représentative tout en entretenant des relations avec elle à différents niveaux.
- **Les réseaux:** ce sont des mouvements d'ONG (par exemple, le mouvement pour la justice en matière de commerce). Les réseaux se servent des technologies pour mobiliser et créer des synergies. La place de l'individu dans les réseaux pose problème car leur tendance à mobiliser des organisations peut aliéner des individus.
- **Les forums:** ils sont régionaux ou mondiaux et thématiques (comme le FSM) et généralement liés aux mouvements sociaux. Cependant, ils sont d'ordinaire centrés sur des manifestations précises et n'ont donc pas la continuité des réseaux.

Initiatives pour une taxe mondiale: le mouvement pour une taxe sur les transactions monétaires (TTM)

Heikki Patomäki

A l'ouverture de sa présentation, Heikki Patomäki a relevé que le Forum social mondial tirait ses origines politiques de la taxe sur les transactions monétaires. Attac France a créé un mouvement mondial autour de l'idée d'une telle taxe et a été aussi parmi les fondateurs du Forum social. Heikki Patomäki a étudié ce qui avait entraîné l'émergence de ce mouvement et les conditions de sa réussite. Il a ensuite décrit deux scénarios susceptibles d'aboutir à l'introduction d'une telle taxe.

- **Le scénario volontariste:** dans ce scénario, un pays déciderait d'introduire la taxe mais, vu les conséquences que pourrait avoir le fait d'agir seul, il insisterait pour conclure avec d'autres pays un traité international.
- **Le scénario réactif:** dans ce cas, une catastrophe déclencherait un battage médiatique qui aurait pour effet d'attirer l'attention du public sur la question de la TTM et d'alimenter la demande de nouvelles mesures de régulation. C'est ce qui s'est produit dans le cas de la taxe Tobin. Dans les années 1980 et 1990, des crises financières successives ont créé dans de nombreux pays un environnement propice à la promotion et à l'introduction d'une TTM. La crise asiatique, par exemple, a suscité une demande de nouveaux systèmes de régulation, et des "idéologues" n'ont eu qu'à présenter une idée sur laquelle ils avaient déjà réfléchi.

Si l'on considère l'évolution de la question de la TTM, il semble que l'impulsion donnée par la crise asiatique se soit essoufflée vers 2004. Si la Belgique, le Canada et la France ont adopté des lois—en 2004, 1999 et 2001 respectivement—pour mettre en place ladite taxe, leur application effective dépend de la décision d'autres pays de faire de même. Aucun autre pays n'a adopté une telle loi, ce qui a sans doute eu un effet démobilisateur sur le mouvement pour la TTM. D'autre part, l'immobilisme a été aggravé par la présence au sein du mouvement de groupes différents défendant des versions différentes de la taxe.

L'une des versions, taxée par Heikki Patomäki de "minimaliste", était défendue par des groupes tels que War on Want (Royaume-Uni). La taxe qu'ils proposent viserait à percevoir 20 milliards de dollars pour aider à financer les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Cette version de la TTM ne chercherait pas à fausser le marché mais à lever des fonds pour l'aide au développement. Tout autre est la version mise au point par l'Université libre de Bruxelles, qui consisterait non seulement à lever des fonds pour permettre aux pays de financer l'aide au développement et d'honorer leurs engagements au titre des OMD mais aussi à créer une organisation démocratique qui serait habilitée à décider de l'utilisation des fonds perçus.

Heikki Patomäki a conclu son exposé en livrant ses impressions sur ce que l'avenir pourrait réserver à la TTM. Il a estimé qu'il faudrait une autre crise financière pour que la TTM redevienne d'actualité publique. Si ce n'était pas une solution idéale—il l'a reconnu bien volontiers—la TTM lui semblait néanmoins la seule façon d'avancer dans le contexte actuel.

Discussion

Plusieurs questions ont été soulevées dans la discussion, à propos à la fois de mouvements spécifiques et des mouvements en général. Un participant a dit qu'il était difficile de parler du commerce équitable sans examiner la question de l'économie de solidarité. Définie à grands traits, c'est une forme d'économie qui prend appui sur des coopératives et qui relie des groupes de production locaux dans le monde pour créer de grands circuits viables et créatifs, capables de se substituer à l'économie du "profit-avant-tout". Il s'est interrogé dans ce contexte sur le rôle de l'Etat, en particulier lors du passage du commerce équitable à l'économie de solidarité. En réponse, Murat Yilmaz a réaffirmé la nécessité, à son avis, d'une distinction plus explicite entre le commerce équitable et l'économie de solidarité. Il faudrait aussi s'intéresser davantage à la répartition des bénéfices rapportés par le commerce équitable pour en

garantir une juste redistribution entre les producteurs locaux. Un représentant d'une ONG kényenne a fait remarquer que le commerce équitable n'était pas toujours une préoccupation première des mouvements du Sud. Il y avait des cas, par exemple, où des cultivateurs se voyaient privés de terres à cause d'investissements étrangers directs. Sans terre, il était impossible d'envisager même un commerce équitable. Pour que le commerce équitable puisse se généraliser dans les faits, il fallait que la question de la distribution des terres soit résolue.

Concernant la TTM, un participant a dit que la taxe Tobin avait été initialement conçue pour résoudre des problèmes financiers mais qu'elle était actuellement utilisée pour lever des fonds pour l'aide au développement. Une telle taxe valait-elle pour l'aide sociale alors que son but premier, tel que James Tobin l'avait imaginé, était de dissuader les spéculateurs financiers? La distribution des fonds est aussi un motif de préoccupation. Qui perçoit les taxes et comment faire pour qu'elles aient un ancrage démocratique? Un autre participant a demandé quel était le plus grand obstacle à l'introduction effective de la TTM. Heikki Patomäki lui a répondu que, selon le projet de traité élaboré par le mouvement pour la TTM (dont il était un membre actif), un conseil de ministres déciderait de l'affectation des fonds en accord avec une assemblée démocratique, composée de représentants à la fois des gouvernements nationaux et de la société civile. La possibilité de mettre en place un système de loterie a aussi été discutée au sein du mouvement.

A propos de l'exposé sur le mouvement mondial rassemblé autour de la dette, un intervenant a exprimé l'idée que les groupes européens la considéraient encore comme un problème économique, alors qu'au Sud elle apparaissait davantage comme un problème politique. Heikki Sehm-Patomäki a fait observer à ce sujet que c'était probablement dû au fait que le pouvoir politique était encore concentré au Nord. Le mouvement qui s'est créé autour de la dette est porteur d'enseignements importants qui pourraient aider les acteurs du Mouvement pour la justice dans le monde à collaborer plus efficacement à l'avenir.

S'agissant de la classification de Manuel Mejido, certains ont eu de la peine à situer certains mouvements dans cette typologie: les mouvements féminins, par exemple, les syndicats, les mouvements de jeunesse, les mouvements de défense des droits de l'homme et des services sociaux. Les critères utilisés pour élaborer cette typologie ont été contestés, de même que l'absence des syndicats. En réponse à ces observations, Manuel Mejido a souligné qu'il avait mis au point cette typologie pour le mouvement qu'il étudiait. Il a aussi expliqué que des variables plus spécifiques d'un point de vue historique étaient difficiles à intégrer dans une typologie des mouvements transnationaux.

Sur un plan plus général, un participant a dit que la plupart des mouvements n'attachaient pas une grande importance aux pratiques démocratiques dans leur fonctionnement mais qu'il ne fallait cependant pas minimiser, puisqu'ils appelaient de leurs vœux une démocratie mondiale. Certains mouvements étaient dirigés par les mêmes figures charismatiques depuis 30 ans. Pour que les mouvements progressent, il fallait qu'ils étudient la question de la responsabilité et qu'ils la prennent à bras-le-corps. Les ONG sont souvent des intermédiaires et, dans certains cas, consacrent la majorité de leurs ressources à l'administration. Que font les acteurs de la société civile face à des cas de corruption dans leurs propres mouvements ou organisations? A cette

question, Heikki Patomäki a répondu que le problème avait été surestimé. A son avis, les ONG ne sont pas faites pour rendre des comptes à la société en général. Comme chacun peut en devenir membre, seuls les membres de l'organisation ont qualité pour contester la façon dont elle rend compte. Pourquoi les mouvements devraient-ils rendre des comptes à des gens qui n'en font pas partie? La grande question n'est pas la responsabilité des ONG, mais les moyens de concevoir des systèmes de gouvernance responsables.

Mouvements sociaux transnationaux et ramifications au plan national

Les principaux résultats de quatre des cinq études de cas nationales ont été présentés lors de la deuxième séance. Pour chaque pays, les chercheurs ont été invités à examiner la dynamique nationale pour les cinq mouvements mondiaux présentés plus haut. La séance était présidée par Babacar Diop Buuba.

Le cas de l'Argentine

Sebastian Pereyra, qui a présenté l'étude de cas argentine, a commencé par souligner la dimension idéologique des mouvements sociaux dans le paysage politique argentin. Il n'existe pas un mouvement social unique mais des mouvements très divers, dont les revendications sont différentes mais qui ont en commun le rejet du néolibéralisme. Cependant, cette dénonciation se situe dans un contexte plus régional que mondial.

La question mondiale des règles du commerce international et des obstacles à ce commerce, par exemple, ne fait pas partie des sujets sur lesquels s'affrontent les mouvements sociaux en Argentine. Cependant, les discussions régionales sur la création d'une Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) ont pris de l'importance pour nombre d'organisations et d'alliances. Plus le néolibéralisme progressait dans le pays, plus il s'attirait de critiques; des syndicats se sont mobilisés à la suite de la conclusion d'une série d'accords de libre-échange pour dire leur opposition à ces nouvelles politiques. Pendant la crise financière de 2001, la dénonciation s'est faite plus vive encore. Elle a atteint un summum en 2002 lorsque de nombreux groupes faisant campagne au niveau international ont vu dans la crise argentine l'illustration des conséquences sociales désastreuses des politiques néolibérales. Pendant le Forum social argentin de 2002, la coalition Autoconvocatoria est apparue comme une charnière importante entre les luttes locales et les questions mondiales. Cependant, le sujet qui a semblé mobiliser le plus la majorité des mouvements regroupés dans l'Autoconvocatoria était avant tout l'anti-impérialisme et l'opposition aux Etats-Unis. La portée générale du mouvement en a été diminuée puisque son principal adversaire n'était pas le commerce mondial mais un pays, les Etats-Unis.

En Argentine, la question du commerce équitable n'a pas beaucoup mobilisé les militants dans le passé. Seuls quelques producteurs sont liés au mouvement du commerce équitable car, au fil de l'histoire, l'Argentine a été un pays relativement riche et développé et n'a donc jamais éprouvé la nécessité de trouver d'autres circuits pour exporter ses produits. L'Argentine a pu aussi se vanter d'avoir un solide marché intérieur pour les produits agricoles, ce qui la distinguait d'autres pays en développement. C'est pourquoi les grandes organisations internationales du commerce équitable ont peu d'antennes en Argentine, sinon aucune. Ce n'est que relativement récemment—après la débâcle économique de 2001—que l'Argentine a commencé à prendre conscience de la possibilité de produire des biens pour la filière du commerce équitable. On n'a commencé à débattre du commerce équitable qu'à

partir du moment où militants et organisations s’y sont intéressés. Cet intérêt a grandi après la crise lorsque citoyens et agents économiques se sont mis à explorer d’autres idées pour relancer le développement de leur pays.

Attac Argentine a commencé par se concentrer sur la question de la taxe Tobin, dans le but d’ouvrir un débat public sur la question. Le développement d’Attac Argentine s’est cependant vite heurté à des problèmes, le plus grave étant son incapacité à mobiliser des personnes et des organisations actives dans la société civile argentine. La crise de 2001, qui a changé l’orientation des activités militantes en général mais aussi celles d’Attac Argentine, a encore compliqué la situation. L’opposition à la ZLEA est devenue le principal objectif de l’organisation, et tous les efforts se sont concentrés sur la création d’un “espace militant” capable d’opposer une forte résistance à ce projet. Attac a donc modifié ses priorités: au lieu de faire campagne pour une nouvelle taxe internationale, elle s’est mise à faire campagne contre la ZLEA; et au lieu de se concentrer sur un objectif mondial, elle s’est axée sur un objectif national. Il semblerait que le contexte militant national et la situation politique aient joué un rôle capital dans ce changement d’orientation. Autrement dit, à moins d’être directement liée à un problème national, la mondialisation n’était pas en mesure de produire une action collective soutenue.

Sur la question de la dette, Sebastian Pereyra a dit que l’Etat argentin n’était pas seulement une cible pour les mouvements actifs sur cette question. Il avait en fait organisé des activités, pris position en faveur de certaines revendications des mouvements et ouvert des possibilités d’action. A diverses occasions, l’Etat a été à la tête de la mobilisation en faveur d’un allègement de la dette. Ces dernières années, la coalition “nationale”, Dialogo 2000, a été le principal acteur du pays sur la question de la dette extérieure, bien que se plaçant dans une perspective surtout mondiale (ce qui n’était pas nécessairement un avantage dans le contexte argentin). Dialogo 2000 a été à l’origine d’une série de campagnes lancées par des partis politiques et des syndicats dans les années 1980. Le mouvement actuel, comme son prédécesseur, perçoit la question de la dette comme:

- un problème politique, un instrument de dépendance,
- un aspect d’un système de domination souvent associé au projet néolibéral de la dictature militaire (1976–1983) et aux violations des droits de l’homme, et
- comme perte de la souveraineté nationale.

Cependant, la différence entre les mobilisations actuelles et celles qui les ont précédées tient à la manière d’aborder le problème. Si les stratégies antérieures étaient essentiellement nationales, Dialogo 2000 est devenu international dans son action et ses campagnes. Ce tournant est lié dans une large mesure au fait que le mouvement a eu besoin du soutien d’organisations internationales puisque, en Argentine, seules quelques organisations s’intéressent spécifiquement à la question de la dette extérieure. Malgré l’intérêt et l’importance qu’elle présente pour le grand public, les mouvements sociaux et organisations sont relativement peu nombreux à axer leurs efforts sur cette question.

Sebastian Pereyra a conclu son exposé en présentant les conclusions de ses recherches sur la question de la corruption. Comme dans le reste du monde, la corruption a suscité une inquiétude grandissante au cours des dernières années. Les fonds

internationaux disponibles ont favorisé la multiplication des organisations se spécialisant dans cette question. Ces organisations sont généralement financées par un large éventail de programmes soutenant militants et experts. La présence de divers réseaux internationaux a sans doute très fortement contribué à la circulation d'idées nouvelles, qui gagnent ensuite le public argentin.

Le cas de la Bolivie

Fernando Mayorga a commencé son exposé sur la Bolivie en disant que les changements politiques récents du pays devaient beaucoup aux mouvements sociaux. L'émergence de puissants mouvements sociaux en Bolivie est due à deux facteurs principaux: la crise du néolibéralisme, et la crise au sein du système politique bolivien. Celle-ci a fait entrer plusieurs mouvements sociaux dans le système politique et a contribué à sa transformation. En Bolivie, les mouvements sociaux se sont saisis de questions mondiales et ont gagné en puissance au fil des manifestations et des campagnes. Ils ont commencé par proposer des solutions de rechange et, par leur participation au gouvernement d'Evo Morales, ont fini par définir les politiques publiques.

Au moment des "guerres de l'eau" qui se livraient à Cochabamba en 2000,⁴ un mouvement s'est formé en opposition à la ZLEA. Il rassemblait des acteurs très divers: syndicats, petits agriculteurs, ONG, intellectuels et responsables venus d'horizons divers. La politique étrangère actuelle de la Bolivie doit beaucoup à ce mouvement.

A propos du commerce équitable, Fernando Mayorga a dit que seule une poignée d'artisans ou d'agriculteurs passaient par ces circuits pour vendre leurs produits. Plutôt que de généraliser le commerce équitable (en utilisant les circuits actuels du commerce international), la grande majorité des mouvements sociaux préféreraient lutter pour une forme alternative d'intégration commerciale supranationale qui aille à l'encontre des accords actuels de libre-échange encouragés par l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Dans le cas de la Bolivie, le principal argument en faveur du commerce équitable est la sécurité qu'il apporte aux producteurs. Le commerce équitable rivalise avec les initiatives pour une économie de solidarité, telles que la Coordinadora de Integración de Organizaciones Económicas Campesinas de Bolivia (CIOEC), qui cherche à développer non seulement le commerce équitable, mais aussi les échanges Sud-Sud. Evo Morales a repris nombre de propositions faites par ce genre de réseaux. Dans une initiative connue sous le nom de Tratado de Comercio de los Pueblos (TCP), signé avec Cuba et le Venezuela, le *comercio justo* (commerce équitable) devient le *comercio con justicia*, (le commerce allié à la justice). Le TCP critique et rompt avec l'approche traditionnelle du commerce à laquelle il reproche de reléguer à l'arrière-plan l'équité et la préservation des identités culturelles.

Fernando Mayorga a aussi traité de la mobilisation bolivienne sur la question des règles du commerce international et des obstacles à ce commerce. Le mouvement bolivien participe à la Campagne continentale contre la ZLEA (Campaña Continental contra el ALCA), et le Mouvement bolivien de lutte contre les accords de libre-échange et la ZLEA (Movimiento Boliviano de Lucha contra el TLC y el ALCA), rebaptisé par la suite Mouvement bolivien pour la souveraineté et l'intégration solidaire des peuples (Movimiento Boliviano por la Soberanía y la Integración

⁴ Les manifestants contestaient la privatisation de la société municipale d'alimentation en eau.

Solidaria de los Pueblos), milite activement contre les accords de libre-échange. Trois facteurs ont contribué à faire du commerce international une question contestée en Bolivie: les décisions prises par le gouvernement dans les années 1990 de privilégier les investissements étrangers; la mobilisation contre les effets néfastes du néolibéralisme et contre la privatisation des services publics; et les actes des sociétés étrangères en Bolivie et leurs propres réseaux internationaux. Dans le cas bolivien, le débat sur la question était étroitement lié au rajeunissement des mobilisations sociales, dont la plus connue avait eu lieu pour s'opposer à la privatisation du service de l'eau à Cochabamba. En 2000, il régnait une grande méfiance entre la population et les partis politiques traditionnels, accusés d'agir dans leur intérêt propre et de manière opaque. Depuis les élections de 2005 qui ont porté Evo Morales à la présidence, les expériences des mouvements sociaux ont été prises en considération et les contacts avec eux font partie intégrante d'initiatives telles que le Tratado de Comercio de los Pueblos, considéré comme une solution de rechange au traité de libre-échange. Cela a donné au mouvement bolivien un statut privilégié au niveau mondial, où il est considéré comme un acteur de premier plan parmi les mouvements sociaux luttant contre la privatisation et la mondialisation néolibérale.

La dette est une question capitale en Bolivie depuis les années 1980. La décision du gouvernement Hernan Siles de cesser le remboursement des dettes vers 1985 a été prise alors que les pays en développement faisaient valoir ce que le Nord industrialisé devait au Sud sur le plan environnemental, social et humain. Diverses initiatives ont repris cet argument dans le contexte de l'allègement de la dette (par exemple, les initiatives de la Banque mondiale en faveur des pays pauvres très endettés PPTE I et PPTE II). Deux événements importants ont marqué l'histoire du mouvement bolivien de la dette. Le premier a été l'organisation du Foro Jubileo 2000 (Forum de Jubilé 2000), qui a eu manifestement des répercussions sur les orientations politiques données à la lutte contre la pauvreté. Grâce à ce forum, des acteurs très divers de la société civile ont pu se rassembler pour discuter de questions qui dépassaient le cadre de la dette. Le second a été la création en 2003 de la Fundación Jubileo (Fondation Jubilé) qui a débouché sur une plateforme d'action contre la pauvreté. La fondation et la plateforme ont été toutes deux actives au niveau international dans la campagne mondiale de Jubilé 2000. Partie d'un mouvement qui avait réclamé un allègement de la dette, la campagne bolivienne en demandait maintenant l'annulation totale.

La situation sociopolitique en Bolivie n'a pas été propice au développement d'un mouvement en faveur d'une taxe sur les transactions monétaires (TTM). Malgré l'existence d'Attac Bolivie, le programme d'action des mouvements sociaux s'est axé principalement sur la question du changement politique, ce qui rend problématique un mouvement pour une TTM dans le contexte bolivien. A moins d'être fortement enracinée dans les syndicats, une telle campagne a la plus grande peine à décoller en Bolivie. De plus, la TTM est généralement considérée comme une proposition typique de l'Occident riche.

Enfin, Fernando Mayorga a décrit le mouvement anti-corruption en Bolivie. La question de la corruption est très particulière par rapport aux autres questions faisant l'objet de campagnes internationales. Les organisations qui la combattent en Bolivie sont souvent nées, non pas des luttes sociales de la base mais d'initiatives très institutionnalisées. Bien que leurs conclusions puissent être discutées, diverses études en Bolivie tendent à indiquer que la corruption affecte l'Etat en particulier et la

société en général (même la société civile). De plus, les diverses organisations qui s'occupent de ce problème donnent de la corruption une définition différente. Un examen plus attentif des organisations en question révèle qu'elles reçoivent souvent des fonds de pays étrangers. Red Anticorrupción Bolivia, par exemple, est financé par l'*Agency for International Development* des Etats-Unis (USAID), la Movida Ciudadana Anticorrupción, par des fonds de la coopération suisse et la fondation Ética y Democracia est directement liée au Centre Carter (Etats-Unis). La base militante très réduite de ces organisations limite énormément leur capacité à mobiliser la population sur l'incidence et les effets de la corruption.

Le cas des Philippines

Teresa S. Encarnacion Tadem a commencé par expliquer que la chute du gouvernement autoritaire de Ferdinand Marcos en 1986 avait ouvert une brèche dont avaient profité les mouvements sociaux, notamment la Freedom from Debt Coalition (FDC), pour réclamer des réformes sociopolitiques. Si ce contexte était important, la participation d'universitaires avait aussi joué un rôle décisif dans le succès de la FDC, de par leurs analyses et les options politiques réalistes qu'ils avaient imaginées. La coalition a réussi à attirer des militants d'horizons très divers, y compris de la gauche, qui considère la question de la dette à travers le prisme de l'anti-impérialisme. De plus, la FDC, par un important réseau de contacts dans les milieux gouvernementaux, a fait passer une série de propositions de loi et de résolutions. Au bout de vingt ans, cependant, la FDC s'est trouvée confrontée à plusieurs difficultés. Tout d'abord, elle semble être devenue victime de son propre succès: en essayant de s'attaquer à des questions autres que celle de la dette, elle s'est retrouvée en concurrence avec d'autres OSC locales. De plus, comme elle avait pour membres des partis politiques qui détenaient des sièges à la Chambre des représentants, des questions se sont posées quant à la relation qu'elle entretenait avec ces partis.

La question de la corruption, contrairement à celle de la dette, n'a pas été reprise dans les milieux de gauche, qui la trouvaient trop réformiste et pensaient que la corruption cesserait naturellement lorsque la dictature aurait été renversée. Le Transparency Accountability Network (TAN), réseau "anti-corruption", a fait son apparition en 2000 lorsque la corruption a été pour une large part responsable des mobilisations contre le Président Joseph Estrada. Il a été soutenu essentiellement par les classes moyenne et supérieure, qui ont pris toutes deux une part active au renversement d'Estrada. Le réseau s'est formé pour organiser les efforts disparates des ONG qui luttait contre la corruption et pour les rendre plus efficaces dans ce combat. A la différence d'autres initiatives de mouvements sociaux, nées principalement de luttes menées au niveau international, le TAN doit son existence à des efforts et des événements locaux, surtout à la corruption qui a poursuivi la présidence Estrada. Dans la conduite de ses campagnes, le TAN a pu tirer parti d'ouvertures dans l'appareil de l'Etat pour entamer un dialogue avec le gouvernement. Au niveau international, l'attention accrue portée à la lutte contre la corruption pendant les années 1990 a amené les institutions multilatérales à consacrer plus de fonds aux campagnes nationales contre la corruption, ce dont le TAN a bénéficié. Le réseau est membre de l'Initiative mondiale pour la transparence (IMT), qui plaide pour la transparence des transactions entre les institutions financières internationales et les projets qu'elles soutiennent, ainsi que pour la transparence au niveau national.

La reconfiguration du paysage des mouvements sociaux aux Philippines a provoqué une scission au sein de la gauche. Certains membres de la FDC ont quitté la coalition. Le mouvement pour le commerce équitable s'est également scindé, parce que certaines factions de la gauche le considéraient comme trop réformiste. Cela a eu des conséquences directes pour le mouvement, qui ne pouvait plus compter sur le soutien des classes moyenne et supérieure. Au cours de l'histoire récente, les Philippines ont pu se vanter de la diversité de leurs organisations pour le commerce équitable (OCE), nées dans des contextes sociopolitiques différents. Le Forum philippin pour le commerce équitable (Philippine Fair Trade Forum—PFTF) a tenté de fédérer diverses organisations pour leur faire adopter un programme commun, à partir notamment de l'accès au marché, qui est une préoccupation commune. Mais comme organe de sensibilisation, il lui reste à accomplir sa mission dans le pays. Cependant, des relations personnelles étroites avec l'Etat et les organes du gouvernement (les départements du commerce et de l'industrie, d'une part, et de la science et de la technologie, d'autre part) donnent des signes prometteurs. Le principal objectif du mouvement aux Philippines est de pouvoir se mesurer à d'autres sur la scène mondiale. Le mouvement a servi d'abord et surtout à ouvrir de nouveaux débouchés et marchés aux producteurs, ce qui l'éloigne des mouvements de gauche radicaux qui s'opposent au commerce mondial.

Ces mouvements, que l'on pourrait regrouper sous la rubrique des initiatives destinées à changer les règles du commerce international et les obstacles à ce commerce, étaient unis essentiellement au sein de la SNR (Stop the New Round Coalition). Cette coalition, qui se manifeste lors de certains événements et manifestations, a pour objectif premier de prévenir le lancement d'un nouveau cycle de négociations sous l'égide de l'OMC. Bien que les négociations aient été bloquées, il serait exagéré de dire que la coalition en a été la seule responsable. Il y a eu bien des raisons à l'échec de la réunion ministérielle de l'OMC à Cancun en 2003. Bien que la SNR, comme campagne, doive ses réseaux et ses ressources à l'infatigable mouvement qui lutte pour le changement dans la société philippine, elle a tenté de se tailler son propre créneau, de se donner une identité indépendante comme campagne nationale contre l'OMC et de lier ses buts et objectifs à ceux d'initiatives transnationales. Cela ressort de sa manière de concevoir sa mobilisation. Loin d'inscrire ses sujets de préoccupation dans un vaste projet de changement politique et social aux Philippines, la SNR alliait un message internationaliste à des revendications nationales (appels à la transparence dans la négociation des positions) en adaptant ses revendications aux développements politiques nationaux. La SNR a volé en éclats un mois après Cancun, mais a ressuscité en 2005 pour la Sixième Conférence ministérielle à Hong-kong. Toutefois, elle ne s'est pas mobilisée avec la même efficacité qu'en 2003.

Le dernier mouvement analysé par Teresa S. Encarnacion Tadem a été le mouvement philippin en faveur de la TTM. Elle a expliqué qu'il n'y avait pas aux Philippines de mouvements sociaux spécifiquement axés sur la question de la fiscalité internationale mais qu'il y avait des groupes qui travaillaient sur cette question. La taxe Tobin reste assez méconnue des mouvements sociaux locaux et du grand public. Les dirigeants des mouvements n'ont pas encore clairement expliqué aux citoyens ce qu'elle implique et l'intérêt qu'elle peut présenter pour eux. Les trois principales organisations locales qui se sont montrées favorables aux principes de la taxe Tobin (sans faire directement campagne sur la question) sont Action for Economic Reforms, Focus on the Global South–Philippine Programme et la FDC.

Le cas du Sénégal

Ibrahima Tioub a commencé son exposé sur le Sénégal en disant que le contexte politique du pays avait été particulièrement marqué par les élections de mars 2000, qui avaient ouvert la voie à une passation pacifique des pouvoirs. Le Sénégal, qui fait partie de la zone CFA, reste économiquement dépendant de l'économie française et de la production agricole qu'il exporte vers le Nord. Les liens étroits entre l'économie et le politique ont des répercussions évidentes sur les stratégies et les actes des mouvements sociaux.

Les mobilisations de type traditionnel (syndicales et estudiantines) ont d'énormes difficultés à faire pression sur l'Etat, à intégrer les travailleurs du secteur informel, les mouvements féminins et la jeunesse sénégalaise et à obtenir leur appui. De plus, la recherche a montré que l'appartenance à un réseau extérieur ayant des liens privilégiés avec des représentants du gouvernement et d'autres décideurs était essentielle pour faire pression sur l'Etat.

Les alliances entre ONG nationales et internationales travaillant sur le commerce équitable bénéficient du soutien direct de l'Etat. Les recherches de l'équipe ont montré que la question du commerce équitable était discutée au Sénégal depuis 300 ans, bien que les revendications soient plus claires et exprimées de manière plus systématique aujourd'hui. L'iniquité existait déjà à l'époque du commerce des esclaves. Or, le Sénégal était au cœur de ce commerce: c'est de ce pays que sont partis de nombreux esclaves envoyés aux Amériques. Avec l'exécution massive des programmes d'ajustement structurel, les années 1980 ont encore aggravé le déséquilibre des échanges commerciaux entre pays riches et pays pauvres. Les mouvements de la société civile (syndicats, ONG, organisations féminines, jeunes, organisations de consommateurs) engagés sur le terrain du commerce équitable avaient eu pour stratégie de coordonner leurs activités autour d'une question qui avait manifestement des liens avec la question générale du commerce Nord-Sud.

Les organisations et individus qui font campagne pour changer les règles du commerce et les obstacles à ce commerce sont souvent les mêmes que ceux qui militent sur la question du commerce équitable. Le mouvement des petits cultivateurs sénégalais (notamment le Conseil national de concertation et de coopération des ruraux/CNCR) est particulièrement actif sur cette question et a pu coordonner ses actions avec celles de réseaux internationaux tels que Via Campesina. Confrontés à des problèmes semblables, les cultivateurs dans tout le Sénégal travaillent de plus en plus ensemble pour présenter des revendications communes. Membre d'un réseau international de cultivateurs, le CNCR a transformé son mode de fonctionnement, surtout pour le rendre plus démocratique et disposer de compétences étendues sur les questions institutionnelles, économiques et politiques. Ces changements ont été cruciaux car, sans eux, il n'aurait pas pu entrer dans des réseaux internationaux. Les revendications de l'organisation ont changé, elles aussi. Un nombre croissant d'entre elles ont directement trait aux institutions internationales, aux négociations commerciales etc., parfois au détriment des préoccupations immédiates et quotidiennes des agriculteurs que le mouvement est censé défendre.

Il est manifeste que le mouvement sénégalais pour la taxe sur les transactions monétaires (TTM) fait partie de réseaux internationaux. Attac Sénégal a réussi à rassembler des syndicats, des universitaires, des journalistes et des ONG. Les débats

expriment un vrai désir de s'attaquer aux effets néfastes de la spéculation financière, notamment sur les cours internationaux des produits de base. Mais ils ont aussi mis en lumière une différence entre les Européens et les Africains sur la question des mouvements sauvages de capitaux. Les effets de la spéculation sur la population sont ressentis avec plus d'insistance en Afrique qu'en Europe. Tenant compte des considérations et des objectifs généraux d'Attac, la section sénégalaise du mouvement a ajouté plusieurs objectifs complémentaires tels que l'allégement de la dette, la stabilisation des cours des produits agricoles, la lutte contre la corruption et l'arrêt des privatisations.

Ibrahima Tioub a relevé qu'au début des années 1990 aucune OSC ne se consacrait à la lutte contre la corruption. Ce n'est qu'en 1999 que le Forum civil (FC, créé en 1993), est devenu une section locale de Transparency International (TI) et a pu se présenter ainsi comme l'interlocuteur de choix sur la question. Son approche de la corruption, tout en se fondant sur des études et le savoir locaux, suivait le modèle prôné par TI. Il en a adopté le concept d'"intégrité nationale", se démarquant ainsi des stratégies antérieures, qui reposaient essentiellement sur la dénonciation des institutions. Un désir de professionnaliser ses structures locales, allié à un renforcement de sa base militante, a amené le FC à opérer ces transformations internes. Le FC a manifestement suivi TI en adoptant une ligne réformiste, destinée à faire évoluer progressivement les institutions. Le cas du FC est une illustration intéressante de l'influence des mouvements sociaux transnationaux (en l'espèce TI) sur les groupes locaux. Pour TI, l'adhésion du FC a été une occasion d'étendre sa présence dans une région géographique où son organisation était sous-représentée.

Atelier de recherche

Le cas de la Turquie

La réunion à huis clos de la deuxième journée s'est ouverte sur la présentation (par Murat Yilmaz) du travail réalisé par Zafer Yenil et Biray Kirli de l'Université Bogaziçi sur les mouvements de la société civile mondiale en Turquie.

Murat Yilmaz a résumé les activités de recherche, qui ont porté surtout sur les différents groupes—organisations professionnelles, syndicats, partis politiques et petits réseaux indépendants notamment—qui sont actifs au sein du Mouvement turc pour la justice dans le monde (MJM) et observent les activités du Forum social turc. Les chercheurs se sont concentrés sur les aspects rhétoriques, stratégiques et organisationnels de la mobilisation du MJM en Turquie.

Murat Yilmaz a présenté cinq conclusions qui ressortent des recherches de l'équipe turque et qui ne sont pas sans lien entre elles.

- *Le MJM en Turquie, qui traite de questions relatives aux mouvements de capitaux dans le monde, à la dette, à la corruption, au commerce équitable et aux régimes du commerce mondial, n'est pas puissant. C'est intéressant car la Turquie se débat avec ces questions depuis l'introduction, dans les années 1980, des politiques économiques néolibérales et la mondialisation qui les a accompagnées. Plusieurs facteurs pourraient aider à expliquer cet état de choses. D'abord, ces questions n'ont jamais été inscrites au programme des partis politiques établis (qui n'ont pas cherché à établir des liens de cause à effet entre les diverses crises financières et le*

système financier et commercial international). De plus, le débat politique est dominé par des discours culturalistes et essentialistes qui tendent à occuper tout l'espace politique. Par ailleurs, la vie politique en Turquie est très axée sur la scène nationale, tendance qui est visible aussi dans le mouvement antimondialiste turc. La plupart du temps, les programmes tournent autour de préoccupations politiques nationales et s'intéressent rarement aux liens entre les problèmes locaux et les processus mondiaux.

- *L'antimondialisation se manifeste le plus souvent par une résistance à ses effets locaux tels que l'aggravation des inégalités de revenu, la diminution des emplois formels et les dépenses réduites de l'Etat pour la protection sociale.* Parallèlement, les positions antimondialistes sont le fait d'organisations plutôt petites et marginales ou figurent de manière assez sporadique au programme politique d'organisations et de groupes jouissant d'un soutien populaire. Elles ne tiennent pas une grande place dans le champ politique actuel. Les organisations professionnelles qui sont membres actifs du MJM turc sont l'Association turque des ingénieurs et des architectes (TMMOB), certains syndicats comme la Confédération syndicale révolutionnaire (DISK), la Confédération des syndicats de travailleurs turcs (TURK-IS), le Syndicat des travailleurs du verre (Kristal-Is), Petrol-Is et le Syndicat des travailleurs du secteur public (KESK). Malgré cette base relativement large, leur capacité à influencer les décisions politiques a été limitée par le contexte économique et l'évolution des droits des travailleurs (surtout après la libéralisation de l'économie.) Quant à la situation actuelle dans les ONG, elle est aussi assez décourageante, et la place prépondérante des questions nationales et gouvernementales complique la tâche des ONG et a réduit leur capacité d'intégrer des questions internationales à leurs programmes et activités.
- Sur la scène turque, les plateformes et forums indépendants ont été les forces les plus actives contre la mondialisation. Le Forum social turc, le Groupe de travail anti-AMI [Accord multilatéral sur les investissements]/antimondialisation et la Commission mondiale Paix et Justice se détachent du lot par leur popularité et leur longévité. Malgré des liens de plus en plus étroits avec d'autres mouvements et organisations internationaux, ils ne se sont pas sérieusement engagés sur le terrain du commerce équitable, de l'allègement de la dette, de la lutte contre la corruption, des règles du commerce international et des obstacles à ce commerce ou de la TTM.
- *Le MJM turc se caractérise par une hiérarchie des organisations et des plateformes qui y participent.* Les grandes organisations, comme la TMMOB ou KESK, contribuent largement, par leur puissance financière et la force de leur organisation, au poids de ces institutions dans les mécanismes de prise de décision qui caractérisent la mobilisation antimondialiste en Turquie. De plus, si l'on examine la manière de procéder des divers groupes et leurs objectifs finaux, on distingue trois catégories différentes:
 - Ceux qui résistent pour préserver la souveraineté nationale ou la protéger de la mondialisation néolibérale;
 - Ceux qui s'opposent non seulement à la mondialisation néolibérale mais au capitalisme en général, et optent pour une autre forme de mondialisation, partant cette fois de la base;

- Les mouvements et organisations qui se consacrent entièrement à des questions et problèmes locaux et n'établissent pas forcément de liens organiques entre leurs préoccupations et les questions nationales et internationales.
- *Non seulement les plateformes et réseaux existants n'ont pas de projet de changement social mais témoignent d'une véritable aversion envers de tels projets.* Dans nombre de réunions et de discussions auxquelles a participé l'équipe de chercheurs turcs, il semblait même y avoir une volonté délibérée de ne pas engager le débat là-dessus. Les chercheurs ont vu là un désir commun de garder une certaine unité entre des organisations issues parfois de réalités politiques et sociales différentes, ce qui expliquait l'accent mis sur le partage des expériences entre les groupes et la transmission de ce savoir d'un groupe à l'autre.
- *Les hiérarchies actuelles viennent dans une large mesure de déséquilibres financiers entre mouvements et plateformes.* Les mouvements antimondialistes dépendent du travail bénévole de leurs militants, qui constituent leur principale ressource, et ne font pas appel à des fonds privés, surtout pas à ceux de grandes sociétés, pour fonctionner. Les mouvements qui se sont formés ont donc en pratique des budgets souvent fragiles et limités. Une proportion considérable de leurs fonds vient des principaux syndicats et organisations professionnelles. Le manque d'informations fiables sur la gestion et l'utilisation des fonds alloués pose une autre difficulté.

La question du financement

Une discussion a suivi sur le financement des mouvements sociaux. Le programme Société civile et mouvements sociaux de l'UNRISD avait déjà commencé à explorer cette question. En collaboration avec la revue *Development*, il a commandé des articles auprès de divers universitaires pour un numéro consacré au financement du changement social.⁵ Ce travail avait pour but d'examiner sous divers angles une question qui n'avait pas été prioritaire pour la recherche sur les mouvements sociaux.

Les membres de l'équipe de recherche ont discuté des domaines sur lesquels pourrait porter à l'avenir la recherche sur la question du financement. Teresa S. Encarnacion Tadem a exposé les difficultés qu'elle avait rencontrées dans le cadre du projet lorsqu'elle avait discuté de la question avec les militants de divers mouvements sociaux. Elle a dit qu'il s'agissait d'un sujet extrêmement sensible pour les mouvements sociaux qui, bien qu'ils reconnaissent avoir de la peine à recueillir des fonds suffisants, ne sont pas disposés à divulguer d'informations sur leurs comptes ou leurs sources de financement. La plupart des autres chercheurs ont estimé que le problème d'accès à l'information pouvait compliquer la collecte d'informations primaires sur cette question.

Manuel Mejido a exprimé son intérêt personnel pour ce sujet. Dans ses recherches sur le MJM au Chili, il s'est rendu compte que la question du financement était essentielle pour comprendre la capacité du mouvement à agir et à se faire entendre. Il a souligné aussi que la question financière cachait plusieurs questions fondamentales liées à la relation des mouvements sociaux à l'argent et que cette relation était compliquée par

⁵ *Development*, Vol. 49, No. 2, juin 2006, www.sidint.org/development.

le fait que les mouvements actifs au sein du MJM s'opposaient souvent aux institutions financières internationales et aux sociétés privées.

Après cette discussion, Edouard Morena a énuméré quelques-unes des questions que pourrait approfondir la recherche future (ces idées lui venaient de sa propre expérience et de ses recherches sur le mouvement *altermondialiste* français). Si la question fait l'objet d'articles très documentés, les investigations tendent plutôt à expliquer le mécanisme qu'à décortiquer la politique du financement. Le manque d'informations et les difficultés inhérentes à la question du financement—mécanismes complexes, secret entourant les questions financières dans les mouvements sociaux—tendent à limiter le champ de la recherche et ses conclusions. Plutôt que de questionner ces difficultés et de les analyser à la lumière de la littérature relative aux mouvements sociaux, des mouvements eux-mêmes et des idées qu'ils défendent, les chercheurs se sont laissés bloquer par ce manque d'information. De plus, la partialité des universitaires envers leur sujet de recherche (les mouvements sociaux) a pu aussi les retenir d'explorer un sujet sensible pour les acteurs de mouvements qui, du moins en apparence, se distinguent par un rejet commun de tout ce qui a à voir avec l'argent ou la finance.

Réagissant à la discussion, Edouard Morena a estimé que, sans avoir nécessairement à recueillir une grande quantité d'informations “internes” pour “déconstruire” les divers mécanismes de financement qui permettent aux mouvements sociaux de fonctionner, la recherche sur les mouvements sociaux a les outils nécessaires pour investir de manière plus systématique la question du financement. De fait, qu'il s'agisse d'une ONG de développement travaillant au Sud pour améliorer l'accès à l'eau ou d'une organisation de base radicale plaidant pour le renversement du capitalisme, l'argent, sous une forme ou sous une autre, représente un moyen fondamental, parmi d'autres, de parvenir à ses fins. Il s'agirait donc de se demander si la question du financement et la manière dont les mouvements sociaux l'abordent ont évolué avec le temps. Pour le savoir, il faudra non seulement retracer l'évolution des sources de financement mais aussi évaluer la manière dont les acteurs des mouvements sociaux eux-mêmes considèrent la question du financement. De l'avis d'Edouard Morena, l'émergence de formes nouvelles de conflit social, alliée à un changement des formes de représentation (le passage d'une démocratie strictement représentative à une *démocratie d'opinion*), et des changements touchant à la disponibilité des fonds et aux types de financement, ont compliqué la relation des militants à la question du financement.

Avec l'évolution des mécanismes de financement, la manière de procéder des organisations de mouvements sociaux est sans nul doute en train de changer. De fait, la question de la collecte de fonds semble prendre une dimension nouvelle au sein de ces organisations, qui ont besoin de compétences pointues et diversifiées pour lever des fonds. L'évolution des types de fonds disponibles, qui vont du financement de l'organisation à celui de projets, et les réductions des fonds publics ont un effet de “professionnalisation”. Après avoir été strictement militantes, les organisations de mouvements sociaux deviennent progressivement des groupes de “militants professionnalisés” qui doivent “vendre” leurs idées à des bailleurs de fonds. De plus en plus, les fonds sont destinés à financer des projets plutôt que les organisations elles-mêmes et, pour obtenir un soutien financier, celles-ci doivent satisfaire à des critères qui risquent d'influencer leurs objectifs essentiels.

Selon Edouard Morena, une autre question cruciale se pose: la stratégie actuelle de certains mouvements sociaux—qui consiste à *ne pas* aborder ouvertement la question du financement ou à l’aborder en s’adaptant (par l’acquisition de compétences nouvelles en matière de gestion de projets et dans d’autres domaines) aux critères de plus en plus étroits auxquels est soumise une allocation de fonds—n’a-t-elle pas progressivement contribué à enfermer les mouvements sociaux contemporains, à transformer les militants en responsables de projets professionnalisés et à réduire la capacité des mouvements à faire campagne pour “un monde autre”? Si tel est le cas, il serait intéressant de se demander, au travers de la question du financement, si l’avenir des mouvements sociaux comme sources du changement social ne tient pas à leur capacité à intégrer les forces des mouvements “traditionnels” en adaptant leur discours et en imaginant de nouvelles formes de mobilisation des masses capables de rallier le soutien sincère de ceux qui souffrent le plus de l’aggravation des inégalités sociales.

Autres recherches possibles à l’avenir

Après cet exposé, Kléber Ghimire a élargi la discussion à d’autres domaines de recherche possibles. Divers sujets ont été mentionnés pendant la discussion mais les deux sujets qui ont semblé pertinents à tous les chercheurs (vu leur perspective géographique) ont été ceux de la participation des jeunes et du rôle des intellectuels dans le militantisme des mouvements sociaux. S’agissant de la question de la jeunesse, la plupart des chercheurs sont tombés d’accord pour penser qu’il y avait des questions intéressantes à creuser, en particulier dans les grands mouvements culturels (issus d’une sous-culture ou d’une contre-culture) qui attirent de plus en plus de jeunes. S’agissant des intellectuels, ils ont reconnu que les mouvements contemporains étaient souvent inspirés par des “universitaires engagés” qui produisaient la “contre-expertise” indispensable à la légitimation des luttes des mouvements sociaux contemporains.

Conclusion

Des institutions internationales comme les Nations Unies dialoguent fréquemment avec des acteurs de la société civile et, parfois, travaillent avec eux sur des projets communs (comme des initiatives humanitaires ou de défense des droits de l’homme). Pourtant quels sont les critères qui déterminent si une organisation de la société civile ou de mouvements sociaux est représentative du public ou des idées qu’elle est censée défendre? Si les mouvements sociaux *traditionnels* (notamment les syndicats) se définissaient principalement en fonction de leurs membres, l’identité des mouvements contemporains (comme le Mouvement pour la justice dans le monde) est beaucoup plus difficile à saisir et à définir. Des facteurs tels que des mécanismes de financement complexes, des structures d’organisation lâches, l’influence croissante des médias et de l’Internet, ont tous contribué à compliquer l’évaluation de la légitimité d’une organisation ou d’un mouvement donné et son aptitude à rendre compte de son action. Si les mouvements sociaux et les organisations de la société civile jouent un rôle de plus en plus important, il est devenu beaucoup plus difficile de mesurer leur capacité relative à parler au nom du groupe social ou du groupe d’intérêts qu’ils sont censés défendre.

De fait, dans un monde déçu par la politique institutionnelle, dans lequel les parties sont de plus en plus intégrées et les événements liés entre eux, les mouvements

sociaux et les organisations de la société civile peuvent jouer un rôle important par leurs actions et leurs interactions avec les Etats et d'autres acteurs extérieurs à l'Etat. Pourtant, beaucoup de ces acteurs (généralement les pauvres, les radicaux et ceux qui sont peu sollicités par les médias) ont souvent l'impression d'un fossé qui se creuse entre eux-mêmes et leurs préoccupations et des institutions comme les Nations Unies. Les recherches qui étudient les mouvements sociaux et les organisations de la société civile pour ce qu'ils sont—et non pas simplement pour les idées qu'ils défendent—peuvent contribuer à combler ce fossé et à rétablir la confiance dans le système des Nations Unies comme source démocratique de changement social. Elles peuvent aussi fournir des informations capables d'éclairer le monde universitaire, les milieux du développement et les organisations de la société civile et les mouvements eux-mêmes, en particulier en jugeant le potentiel des interactions avec les institutions de développement et les institutions politiques. Pour ces raisons, l'équipe de chercheurs de l'UNRISD a été heureusement surprise par le vif intérêt manifesté par de nombreuses personnes et groupes au Forum social mondial de Nairobi, non seulement pour les conclusions de recherche du projet mais aussi pour l'aptitude d'un institut de recherche des Nations Unies à travailler en liaison étroite avec la société civile.

Participants

M. Santiago Daroca
UNRISD
Genève, Suisse

Mme Amélie Deflaugergues
UNRISD
Genève, Suisse

M. Kléber Ghimire
UNRISD
Genève, Suisse

M. Fernando Mayorga
Centro de Estudios Superiores Universitarios
Universidad San Simón
Cochabamba, Bolivie

M. Manuel Mejido
Département de sociologie
Université de Genève
Genève, Suisse

M. Thandika Mkandawire
UNRISD
Genève, Suisse

M. Edouard Morena
UNRISD/King's College de Londres
Genève, Suisse

M. Heikki Patomäki
Département de science politique
Université d'Helsinki
Helsinki, Finlande

M. Sebastián Pereyra
Instituto de Desarrollo Económico y Social
Buenos Aires, Argentine

Mme Katarina Sehm Patomäki
Network Institute for Global Democratization (NIGD)
Helsinki, Finlande

Mme Teresa S. Encarnacion Tadem
Third World Studies Center
Université des Philippines
Manille, Philippines

M. Ibrahima Tioub
Faculté des lettres et sciences humaines
Université Cheikh Anta Diop
Dakar, Sénégal

M. Murat Yilmaz
Chercheur indépendant
Genève, Suisse

Programme et publications

Lundi 22 janvier

REUNION PUBLIQUE (AU FORUM SOCIAL MONDIAL)

9h00–9h15 Allocution d’ouverture, Thandika Mkandawire

9h15–9h35 Introduction au projet et questions essentielles, Kléber Ghimire

9h35–12h00 *Première séance*

Mouvements sociaux mondiaux: enjeux et tendances

Président: Alejandro Bendaña

- *The Rise and Development of the Global Debt Movement: A North-South Dialogue*, (Essor et évolution du mouvement mondial sur la dette: un dialogue Nord-Sud), Katarina Sehm Patomäki*
- *Fair trade as Social Movement* (Le commerce équitable comme mouvement social), Murat Yilmaz*
- *Global Tax Initiatives: The Movement for the Currency Transaction Tax* (Initiatives pour une taxe mondiale: le Mouvement pour la taxe sur les transactions monétaires), Heikki Patomäki*
- *Mobilization to Change International Trade Rules and Barriers: A Study of Four Civil Society Organizations*, (Mobilisation pour le changement des règles du commerce international et de ce qui y fait obstacle: étude de quatre organisations de la société civile) Manuel Mejido*
- Discussion

(*Exposés disponibles sur le site www.unrisd.org/research/cssm)

15h00–18h00 *Deuxième séance*

Mouvements sociaux transnationaux et ramifications au plan national

Président: Babacar Diop Buuba

- Le cas de l’Argentine, Sebastián Pereyra
- Le cas de la Bolivie, Fernando Mayorga
- Le cas des Philippines, Teresa S. Encarnacion Tadem
- Le cas du Sénégal, Ibrahima Tioub

Mardi 23 janvier

ATELIER DE RECHERCHE (AU UNITED KENYA CLUB)

9h30–11h30 Le cas de la Turquie, Murat Yilmaz

14h00–15h45 La question du financement

- Introduction à la problématique, Kléber Ghimire
- Expériences internationales, Edouard Morena
- Commentaires sur les expériences nationales, Teresa S. Encarnacion Tadem, Ibrahima Tioub, Fernando Mayorga et Sebastián Pereyra

15h45–16h45 Sujets des recherches futures et conclusion

**AUTRES PUBLICATIONS DU PROJET
(DISPONIBLES A WWW.UNRISD.ORG/RESEARCH/CSSM)**

Transnational Civil Society Movements: The State of Anticorruption Efforts, de Nelson J.V.B. Querijero et Ronnie V. Amorado

The Social Bases of the Global Justice Movement: Some Theoretical Reflections and Empirical Evidence from the First European Social Forum, de Donatella della Porta

The Global Women's Rights Movement: Power Politics around the United Nations and the World Social Forum, de Wendy Harcourt

The Global Justice Movement: How Far Does the Classic Social Movement Agenda Go in Explaining Transnational Contention?, de Marco Giugni, Marko Bandler et Nina Eggert

The Contemporary Global Social Movements: Emergent Proposals, Connectivity and Development Implications, de K.B. Ghimire

NGOs and Social Movements: A North/South Divide?, d' Alejandro Bendaña



L'**Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD)** est une institution autonome qui entreprend des recherches multidisciplinaires sur les dimensions sociales de problèmes contemporains ayant une incidence sur le développement. Il est guidé dans son travail par la conviction qu'il est indispensable, pour définir des politiques efficaces de développement, de bien comprendre le contexte social et politique. L'Institut tente donc de donner aux gouvernements, aux organismes de développement, aux organisations de base et aux universitaires, les moyens de mieux comprendre comment les politiques de développement et les changements d'ordre économique, social et environnemental affectent divers groupes sociaux. Travaillant au travers d'un vaste réseau de centres de recherche nationaux, l'UNRISD vise à encourager une recherche originale et à renforcer la capacité de recherche des pays en développement.

Ses recherches actuelles portent notamment sur les thèmes suivants: Politique sociale et développement; Démocratie, gouvernance et conditions de vie; Marchés, entreprises et réglementation; Société civile et mouvements sociaux; Identités, conflit et cohésion; et Genre et développement.

Il est possible de se procurer la liste des publications de l'Institut, avec leurs prix pour celles qui ne sont pas gratuites, en s'adressant au Centre de référence, UNRISD, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse; téléphone: 41 (0)22 9173020; fax: 41 (0)22 9170650; info@unrisd.org; www.unrisd.org.

L'UNRISD est reconnaissant à la Direction suisse du développement et de la coopération du soutien qu'elle apporte au projet *Mouvements de la société civile mondiale: dynamique des campagnes internationales et application au plan national*. Il remercie aussi les gouvernements du Danemark, de Finlande, du Mexique, de Norvège, du Royaume-Uni, de Suède et de Suisse qui assurent le financement de son budget général.

Ce numéro de **Conférences Infos de l'UNRISD** a été rédigée par Edouard Morena, avec le concours de Kléber Ghimire. Amélie de Flaugergues et Santiago Daroca ont organisé l'atelier de l'UNRISD à Nairobi à l'occasion du Forum social mondial, avec le soutien administratif de Wendy Salvo et de Josephine Grin-Yates.

Institut de recherche des Nations Unies
pour le développement social (UNRISD)
Palais des Nations
1211 Genève 10, Suisse
Téléphone : 41 (0)22 9173020
Fax : 41 (0)22 9170650
info@unrisd.org
www.unrisd.org

Ce document est la traduction en français de la publication de l'UNRISD *Global Civil Society Movements: Dynamics in International Campaigns and National Implementation* (Conference News, UNRISD/CN20/08/1, September 2008). La version française n'est pas une publication formelle de l'UNRISD.